



Communiqué de la Fédération CGT des activités postales et de télécommunications CGT

23 septembre : une forte journée qui compte dans le processus contre la privatisation de La Poste

Cette journée de grèves et de manifestations contre la privatisation de La Poste est un succès.

Près de 40% de grévistes, des milliers de participants aux manifestations : Paris 3000, Nord 300, Epinal 250, Nancy 350, Clermont-Ferrand 500, Nantes 1700, Saint-Nazaire 200, Angers 400, Le Mans 400, Albi 350, Tarbes 300, Toulon 200, Toulouse 1500, Orléans 1000, Marseille 1000... Dans le Cher, 300 personnes ont manifesté à Bourges, de La Poste, rue Moyenne à la Préfecture. C'est énorme.

Les manipulations de la direction pour tronquer les résultats de la grève ne changeront pas la réalité. Le 23 septembre est une date qui comptera dans le processus d'action engagé contre la privatisation et pour un service public postal moderne et rénové.

Postiers, usagers, élus, citoyens se sont mobilisés pour s'opposer à la casse du service public. Un récent sondage CSA l'Humanité indique que 61% des français refusent la privatisation de La Poste et qu'ils soutiennent à 57% la journée d'actions du 23 septembre.

Aujourd'hui, le président de La Poste doit entendre les revendications des postiers, les exigences des usagers, il doit renoncer à son projet.

Le président de la République et le gouvernement doivent abandonner toute idée de privatisation de La Poste. La CGT réaffirme que la privatisation n'est ni négociable, ni amendable, elle se combat.

Le 24 septembre, une nouvelle rencontre avec l'ensemble des organisations syndicales va avoir lieu pour décider de la suite à donner à cette forte journée de grève et de manifestations à La Poste. L'unité des organisations syndicales doit être

confortée pour décider d'initiatives permettant d'élargir encore plus la mobilisation.

La signature de la pétition de la CGT qui a déjà recueillie 166 292 signatures à ce jour doit s'amplifier dans les services et auprès des usagers. Le cap des 200 000 est proche.

La Fédération CGT appelle les postiers dans chaque service à se réunir pour décider d'initiatives, motions, pétitions adressés au président de La Poste et au gouvernement. Par ces initiatives diverses il s'agit d'harcéler le gouvernement et le président de La Poste pour les contraindre à renoncer à la privatisation.

La CGT appelle l'ensemble des postiers à poursuivre l'action et à participer aux initiatives de mobilisation le 7 octobre, journée d'action mondiale et interprofessionnelle pour « un travail décent ». Journée de mobilisation sur nos revendications et autour de la pétition « Touche pas à ma poste ».

Bourges, le 24 septembre 2008